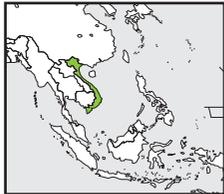


La société civile doit être consultée



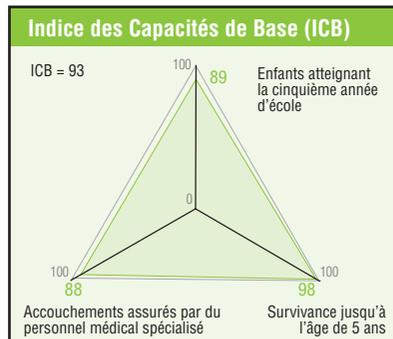
Le Vietnam est parvenu à la condition de pays à revenus moyens grâce à une importante croissance économique mais le Gouvernement doit s'efforcer de prendre en compte les besoins de la population à long terme. Il faut affronter la pauvreté et les défis environnementaux comme la pollution, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion des sols qui ne cesse de progresser ainsi que les facteurs de risques concernant la corruption tels que l'accès inégal à l'information. Il faudra permettre à la société civile et aux experts indépendants de participer à la recherche de stratégies pour aborder les défis du développement durable.

VUFO-NGO Resource Centre

Ces 15 dernières années, le Vietnam a atteint un taux de croissance économique impressionnant. Le Produit national brut (PNB) réel a augmenté en moyenne de 7,3 % entre 1995 et 2005¹. En 2009, après la crise financière mondiale, le PNB réel a également augmenté de 5,3 % et depuis lors c'est une des économies dont la croissance est parmi les plus rapides du Sud-est asiatique et de la zone Pacifique². Il est essentiel que la nation se demande si ce type de développement s'inscrit dans la durabilité et quel est l'impact de ce développement sur les moyens de subsistance de la génération actuelle et des générations futures.

Le soutien à la croissance économique sensible à la pauvreté s'est étendu. La croissance a apporté une prospérité relative à la population après les années de privation de la guerre et de l'après-guerre. Néanmoins, alors que le développement traditionnel a fait diminuer la pauvreté, il a aussi dégradé l'environnement dont est tributaire une grande majorité de la population³.

En 2010, Le Vietnam a atteint la condition de pays à revenus moyens. En 2009, le Produit intérieur brut (PIB) par habitant était de 1010 USD, classant le pays à la limite inférieure de la fourchette des revenus moyens décidé par la Banque mondiale. Malgré cette avancée importante, des préoccupations subsistent du fait que le Gouvernement n'engage pas les réformes nécessaires au développement durable mais aussi du fait que cette croissance crée de nouveaux défis y compris une augmentation des inégalités sociales, des services inadaptés, davantage de pollution et la perte de terres destinées à l'agriculture en raison de l'industrialisation⁴. En outre, les politiques actuelles ne soutiennent pas la modernisation

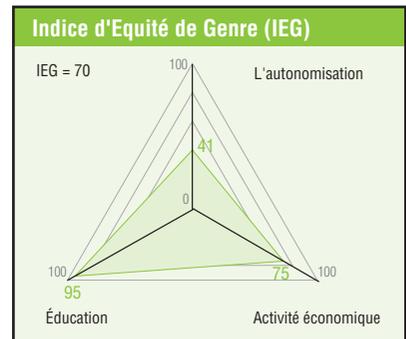


de l'économie rurale. L'infrastructure et les autres services ruraux sont très en retard par rapport aux progrès que connaissent les villes⁵.

Impacts sur l'environnement et le changement climatique

La croissance économique rapide qu'a connue le Vietnam a un effet certain sur l'environnement, malgré une législation forte visant à protéger l'environnement, son application est souvent faible. À mesure que l'économie, la population et l'urbanisation se développent, les principales menaces pour l'environnement sont entre autres la surexploitation des forêts, la perte des terres cultivables, la pollution de l'eau et de l'air, l'érosion des sols due à des conditions d'utilisation non durables, la perte de la biodiversité par l'action des braconniers dans les parcs nationaux et autres facteurs comme la dégradation du littoral et l'impact environnemental des mines⁶.

L'extraction de bauxite dans les hautes terres du centre s'est heurtée à une forte opposition en raison d'éventuels dégâts environnementaux. Les réservoirs de résidus alcalins de deux mines sont aussi source de préoccupation, ils sont en construction dans les provinces de Lam Dong et Dak Nong et des inondations ou un tremblement de terre pourrait causer des fuites toxiques. Ces inquiétudes se sont encore aggravées en 2010 lorsqu'une brèche dans le réservoir d'une mine de fer de la province de Cao Bang a laissé échapper des résidus sur les terres de 50 familles. Scientifiques et intellectuels ont signé ensemble une pétition



pour demander au Gouvernement de stopper les projets et d'exiger une enquête⁷.

Entre 1958 et 2007 la température moyenne du Vietnam a augmenté de 0,5 à 0,7 °C et le niveau de la mer est monté de 20 cm⁸. Sa longue bande littorale rend ce pays très vulnérable à l'impact du changement climatique et à l'augmentation du niveau de la mer, ayant de ce fait une incidence probable sur les trois piliers du développement durable : l'économie, la société et l'environnement. Les progrès réalisés dans le cadre de la réduction de la pauvreté – celle-ci concernait 58 % de la population en 1993 et 12,3 % en 2009⁹ – pourraient faire machine arrière.

Le Vietnam est un pays essentiellement agricole : 75 % de la population vit en milieu rural, la majorité survit grâce à une agriculture à petite échelle requérant peu de technologie et donc avec une forte dépendance vis-à-vis du climat¹⁰. Chaque augmentation de température aura un impact négatif énorme sur la production agricole. Les communautés rurales pauvres ont peu d'infrastructure et des finances réduites et il leur est donc très difficile de s'adapter au changement climatique. Le réchauffement global peut également

1 Banque mondiale, *Vietnam Country Overview*, (juin 2008), <www.worldbank.org/vn>.

2 D. Mishra, et al., "Taking Stock: An Update on Vietnam's Recent Economic Developments", préparé par la Banque mondiale à l'occasion de la réunion annuelle du Groupe consultatif pour le Vietnam, (Hanoi : 8 décembre 2010), <www.worldbank.org/vn>.

3 S. Bas, et al, *Integrating environment and development in Vietnam: achievements, challenges and next steps*, (London: IIED, and Hanoi: UNDP, March 2009).

4 VUFO-NGO Resource Centre, *International Non-Governmental Organisations' Statement for the Consultative Group Meeting*, (8 de décembre de 2010), <www.ngocentre.org.vn>.

5 C. Kirkpatrick, N. J. Freeman et K. N.B. Ninh, *Managing Risk and Attaining Equitable Growth*, (Hanoi: UNDP, 2010).

6 VUFO-NGO Resource Centre, op.cit.

7 Thanh Nien, *Bauxite Mining Projects Cost-effective: Official*, (7 novembre 2010); Thanh Nien, *Lawmakers Inspect Bauxite Sites, Call for Further Measures*, (12 novembre 2010), <www.thanhniennews.com>.

8 Vietnam Aujourd'hui, *Vietnam Makes Active Contribution to Fight Climate Change*, (5 septembre 2009), <blog.vietnam-aujourd'hui.info/post/2009/09/05/Vietnam-makes-active-contribution-to-fight-climate-change>.

9 AusAID, *Australia's Strategic Approach to Aid in Vietnam*, (décembre 2010), <www.aid.gov.au/publications/pdf/strat-approach-vietnam-2010-15.pdf>.

10 Banque mondiale, *Rural Development and Agriculture in Vietnam*, (février 2007), <go.worldbank.org/O4CQBWP00>.

produire des phénomènes climatiques extrêmes et des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus graves comme les typhons, les inondations, les épisodes de sécheresse et les infiltrations d'eau salée.

Le Gouvernement a développé de vastes politiques et programmes sur le changement climatique mais celles-ci manquent du soutien juridique qui permettrait de les appliquer. Il n'existe pas d'organisme coordonnant l'activité des ministères, des gouvernements locaux et autres organismes publics et privés, il n'existe pas non plus de protocoles efficaces permettant de garantir que toutes les communautés et segments de population puissent prendre part à ces programmes. Par ailleurs, les mécanismes de mise en place des politiques ne sont pas suffisamment clairs ou solides pour assurer la coordination entre les différents secteurs et entre le pouvoir central et les locaux¹¹.

Au vu de son impact sur le réchauffement climatique, le Vietnam produit relativement peu d'émissions de CO2. Il est important de les maintenir à ce niveau pendant le développement du pays plutôt que d'essayer de les réduire une fois qu'elles auront atteint des niveaux très élevés. Néanmoins, le développement économique rapide fait augmenter la demande en énergie et le Vietnam continue à construire des centrales électriques au charbon qui génèrent une forte pollution.

Les centrales hydroélectriques qui produisent déjà 20 % de l'énergie consommée, démontrent quelques-unes des difficultés du pays pour parvenir à un développement durable. Dans les régions centrales du pays, on sacrifie des forêts pour construire ces centrales et les experts ont signalé que les conséquences environnementales et sociales seront graves¹². Les moyens de communication locaux ont signalé à plusieurs reprises que les habitants contraints de se déplacer en raison de la construction des centrales électriques luttent aujourd'hui pour survivre dans des zones d'habitat construites à la légère et où ils n'ont pas de terres cultivables¹³. Le Gouvernement a mis en place des procédures strictes en vue de la construction de barrages incluant des évaluations de l'impact sur l'environnement, néanmoins certaines administrations au niveau des provinces, en charge de l'homologation de petites et moyennes centrales hydroélectriques, ont fait l'impasse sur ces normes¹⁴.

Transparence et corruption

Le manque de transparence du Gouvernement constitue un obstacle fondamental au développement durable. Pour citer un exemple, la nature des lois sur la terre – y compris le fait de savoir si elles sont perçues comme étant prévisibles et sûres –, joue un rôle-clé dans la formation des opinions sur l'économie et sur les stratégies des moyens de subsistance. Le pays a franchi quelques étapes vers un cadre légal solide pour éradiquer la corruption, mais les principaux facteurs de risque systémique restent intacts. L'information est incomplète et difficile à comprendre quant aux droits d'utilisation de la terre et les certificats de

propriété des biens, le processus de demande est compliqué et les recours contre des irrégularités présumées sont inadéquats, lents et manquent de transparence. Dans le processus d'acquisition et d'attribution des terres, le risque de corruption concerne l'accès inégal à l'information et la possibilité que les fonctionnaires puissent abuser de leur pouvoir d'appréciation sur les compensations pour la terre et les registres fonciers¹⁵.

Peu d'espace pour la société civile

L'influence de la société civile au niveau des politiques du Gouvernement est limitée. Pour les milliers d'organisations officielles et non officielles, le Gouvernement autorise en général, voire même encourage, les activités quotidiennes tout en imposant un système de régulation minutieux et un contrôle sur le rythme et l'orientation du développement des activités¹⁶. Les Organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales sont invitées à faire des suggestions pour le développement de politiques, on note néanmoins peu d'activité de lobbying sur le changement des politiques et la législation en vigueur mais aussi peu d'opportunité pour influencer sur les politiques sans y avoir été invité auparavant par le Gouvernement.

Autre restriction imposée aux ONG locales, la réglementation détaillée sur l'utilisation de fonds étrangers en vertu du décret 93/2009. Il existe des règles quant à l'utilisation de ces fonds, des informations et sur les organismes gouvernementaux contrôlant et régulant ces utilisations. Le but de ces directives consiste à limiter les fonds que les donateurs étrangers apportent aux ONG locales, car en effet nombre de celles-ci ne sont pas en mesure de respecter cette réglementation. Les entreprises vietnamiennes n'ont pas encore assumé une responsabilité sociale corporative, elles ne constituent donc pas une alternative de financement. Les ONG locales manquent par conséquent de ressources et peu d'opportunités s'offrent à elles pour prendre part aux politiques liées au développement durable.

Les experts sont aussi tenus au silence. La Décision 97/2009 du Gouvernement limite les domaines de travail des organisations scientifiques, technologiques, de recherche et de service, cette décision établit les domaines « légitimes » d'action. Sont exclues les politiques économiques, les politiques publiques, la gouvernance et les politiques environnementales.

Toutes ces restrictions étouffent les soutiens émanant de la société civile envers les politiques de développement durable. Dans une économie toujours plus complexe, un processus d'élaboration des politiques si encadré ne peut aborder les défis et les solutions imposés pour un développement équitable et durable. Le débat public qui permettrait de s'approcher de ces solutions fait face à une forte répression, même si les gens tentent de se faire entendre, ils se heurtent parfois à une opposition verbale aux projets qui mettent en danger l'environnement et le bien-être des personnes. Les médias font également leur possible pour mettre en

évidence les actions – et l'inaction – du Gouvernement et informer sur l'opposition de la communauté aux menaces pesant sur l'environnement.

Les donateurs bilatéraux, les organisations de l'ONU et les ONG internationales sont responsables du soutien apporté au Vietnam pour parvenir à une relation plus ouverte entre le Gouvernement et la société civile. Celles-ci se sont malgré tout davantage orientées vers le développement des capacités du Gouvernement que vers un soutien aux ONG locales et à la société civile, il faudra donc encore une grande aide pour que le pays applique des réformes institutionnelles et renouvelle ses politiques et pour que la remise des comptes des organismes publics soit encadrée par plus de transparence. Le Vietnam ayant réussi à se classer parmi les pays à revenus moyens, certains donateurs se sont éloignés malgré les programmes en cours¹⁷.

Conclusion

Afin de trouver des solutions pour un développement équitable et durable de l'économie et de la société vietnamienne de plus en plus complexe, il faudra beaucoup de discussions et de mises au point. Le Gouvernement devra laisser la société civile et les experts prendre toute leur place et leur donner la possibilité de faire des apports. Les autorités locales et la société civile devront disposer de plus de pouvoir et les institutions techniques et de recherche devront avoir plus de liberté pour commenter publiquement les affaires d'intérêt public. Les communautés connaissent les problèmes de leur région mais elles ignorent très fréquemment comment faire passer l'information ; il faudra donc améliorer la capacité de surveillance de la pollution ou de tout autre obstacle au développement durable.

Il convient de mettre en place des procédures pratiques pour intégrer l'adaptation au changement climatique dans les plans de développement aux niveaux provincial et local. Les autorités locales et les OSC devront prendre part au développement, à l'application et au suivi des plans d'atténuation et d'adaptation. Il faudra aussi apporter un soutien technique local aux agences provinciales pour qu'elles puissent analyser la vulnérabilité face au changement climatique et planifier les mesures d'adaptation et d'atténuation. De plus, les communautés devront recevoir une formation sur les questions du changement climatique pour qu'elles puissent procéder aux modifications nécessaires. L'accès aux prêts bancaires devrait être facilité en particulier pour ceux qui se rapprochent du seuil de pauvreté. Ceci rendrait la situation économique des personnes plus supportable et les rendrait donc moins vulnérables face au changement climatique¹⁸.

Le pays a aussi besoin de mécanismes et de procédures juridiques qui garantissent la transparence. Il faudrait renforcer le ministère des Ressources naturelles et de l'environnement pour qu'il puisse faire respecter les lois existantes sur l'environnement. Certaines ONG travaillent déjà avec des organisations locales, des étudiants et des jeunes pour surveiller les systèmes administratifs au niveau local et attirer l'attention des médias sur les problèmes de pauvreté et d'environnement, elles devraient bénéficier de plus de soutien. ■

11 ActOnAid Vietnam, *Losses and Damages: Research on Climate Impacts on Poor Communities in Vietnam and Their Responses*, (Hanoi: 29 novembre 2010).

12 Thanh Nien, *Damned and Damned*, (3 novembre 2009). <www.thanhnieenews.com/2009/Pages/2009113124411053447.aspx>.

13 Ibid.

14 Ibid.

15 Banque mondiale, *Recognizing and Reducing Corruption Risks in Land Management in Vietnam*, (Hanoi: National Political Publishing House – Su That, 2011).

16 M. Sidel, "Maintaining Firm Control: Recent Developments in Nonprofit Law and Regulation in Vietnam", en *The International Journal of Not-for-Profit Law*, Volume 12(3), (mayo de 2010), <www.icnl.org/knowledge/ijnl/Vol12iss3/art_1.htm>.

17 VUFO-NGO Resource Centre, op.cit.

18 ActionAid Vietnam, op.cit.